

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL DE LAROCHETTE

Séance du conseil communal du 14 septembre 2018.

Date de l'annonce publique de la séance : 7 septembre 2018

Date de la convocation des conseillers : 7 septembre 2018

Présents: Mmes et MM. Natalie SILVA bourgmestre, Monsieur Nico DHAMEN, échevin, Paul EWEN, Mirko MARTELLINI, Eliane PLIER et Alfred BERCHEM conseillers, Bruno BRUNETTI, secrétaire

Absent(s) et excusé(s): Monsieur Joël WEIS, échevin
 Monsieur Luc JEMMING, conseiller
 Monsieur Florio DALLA VEDOVA, conseiller

1. Approbation du contenu du registre aux délibérations de la séance précédente du conseil communal.

Le contenu est approuvé et signé par tous les membres présents du conseil communal.

2. Avis sur les projets de plans directeurs sectoriels.

Le conseil communal,

Vu la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire et modifiant :

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes ;
2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu plus particulièrement l'article 12(2) de la loi du 17 avril 2018 précitée suivant lequel les communes concernées disposent d'un délai de quatre mois à compter de la réception de la lettre recommandée pour émettre leur avis sur les projets de plans directeurs sectoriels, soit le 16 septembre 2018 ;

Vu que, conformément aux dispositions de l'article 12(4), des observations des intéressés concernant le projet de plan directeur sectoriel doivent, sous peine de forclusion,

être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins de la commune territorialement concernée dans les quarante-cinq jours à compter du dépôt public effectué, en l'occurrence le 28 mai 2018 ;

Vu que le conseil communal est appelé à établir un avis au sujet de ces observations ainsi que sur l'ensemble du projet de plan directeur sectoriel ;

Vu que dans le cadre de la procédure de consultation des projets directeurs et en application de l'article 12 (3) de la loi précitée du 17 avril 2018, la population a été invitée à assister à une des quatre réunions d'information conjointes ayant eu lieu comme suit :

- le 31 mai 2018 à 19.00h au Maacher Lycée à L-6760 Grevenmacher ;
- le 4 juin 2018 à 19.00h au Centre culturel Cube 521 à L-9764 Marnach ;
- le 11 juin 2018 à 19.00h au Forum Geesseknäppchen à L-1430 Luxembourg ;
- le 13 juin 2018 à 19.00h au Grand auditoire au Campus Belval de l'Université du Luxembourg à L-4365 Esch-sur-Alzette ;

Vu le certificat de publication du 28 juin 2018 duquel il ressort que les projets de plans directeurs sectoriels ont été déposés pendant 30 jours à la maison communale, soit du 28 mai 2018 au 27 juin 2018 inclus et ce conformément à l'article 12 (2) de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire ainsi qu'à l'article 7 de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu l'enquête publique faite dans la commune de Larochette au sujet des projets de plans directeurs sectoriels pendant la période du 28 mai au 27 juin 2018 inclusivement ;

Vu que les réclamations suivantes, dont des copies sont jointes à la présente délibération, ont été présentées au collège échevinal par écrit par des intéressés endéans le délai légal de 45 jours à compter du début du dépôt à la maison communale le 28 mai 2018, soit jusqu'au 12 juillet 2018 inclus, à savoir :

Plan sectoriel « paysages » :

- 1) Etude d'avocats « Elvinger Dessoy Marx », 31, rue d'Eich de L-1461 Luxembourg au nom et pour compte de la société « Creos Luxembourg S. A. ».

Ensemble des 4 plans sectoriels:

- 1) Mouvement écologique, 6, rue Vauban L-2663 Luxembourg.

Vu l'avis du SYVICOL du 18 juillet 2018 sur les avant-projets de règlements grand-ducaux rendant obligatoire les plans sectoriels « logement », « paysages », « transports » et « zones d'activités économiques » ;

Vu l'avis de « natur & ëmwelt a.s.b.l » du 10 juillet 2018 sur les avant-projets de règlements grand-ducaux rendant obligatoire les plans sectoriels « logement », « paysages », « transports » et « zones d'activités économiques » ;

Le collège échevinal entendu en ses explications ;

Après en avoir délibéré et par scrutin nominal :

à l'unanimité des membres présents ;

a) Emet l'avis suivant au sujet de l'ensemble de chacun des plans sectoriels:

La commune de Larochette est directement concernée par le plan directeur sectoriel « paysage » et « transport », et plutôt indirectement des plans sectoriels « logement » et « zones d'activités économiques ».

En tout premier lieu, le conseil communal se rallie et se fait siennes les observations générales du SYVICOL présentées en date du 8 juillet 2018.

1) Plan directeur sectoriel « Logement » (PSL)

Il est à constater que la commune de Larochette ne fait pas partie des communes pourvues d'une zone prioritaire d'habitation ou d'un projet destiné prioritairement à l'habitat.

Le conseil communal se rallie aux observations de l'avis du SYVICOL du 18 juillet 2018 en ce qui concerne le PSL.

2) Plan directeur sectoriel « transport » (PST)

Le conseil communal exige qu'un itinéraire obligatoire pour poids lourds soit créé en vue de contourner l'axe routier (CR 118, rue de Mersch) à Larochette. Les problèmes de sécurité ainsi que les nuisances dues au trafic excessif deviennent de plus en plus fréquents. Le conseil communal constate le projet 8.5 « PC5 Medernach – Ermsdorf », concerne également la commune de Larochette. Ce projet est classé d'ordre de priorité 2 et constitue une prolongation de la piste cyclable qui traverse les localités de Larochette et d'Ernzen et dont les travaux d'extension vers la direction Koedange sont en cours d'achèvement. Le conseil communal constate que des ordres de priorités sont donnés à titre informatif, or cet ordre n'est pas clairement défini et les délais de réalisation ne sont pas fixés.

En effet le conseil communal ne peut pas s'exprimer sur le tracé exact projeté sur le territoire de la commune de la vallée de l'Ernz blanche, cependant accueille favorablement un projet d'extension de la piste cyclable PC5, or il est d'avis que le projet ne va pas assez loin. Aucun raccord de la PC5 du côté nord vers Reisdorf n'est prévu en vue d'une jonction aux pistes cyclables PC3 respectivement PC16, tout comme la prolongation logique de Koedange en direction Luxembourg ou Junglinster fait défaut. Le conseil communal demande l'extension de la piste cyclable PC5 du côté nord et du côté sud en vue d'une interconnexion cohérente d'un réseau national de piste cyclables.

3) Plan directeur sectoriel « paysage » (PSP)

Le conseil communal se rallie aux observations de l'avis du SYVICOL du 18 juillet 2018 en ce qui concerne le PSP et plus particulièrement en ce qui concerne les observations formulées au chapitre II « Zones de préservation des grands ensembles paysagers ».

A cet effet le conseil communal constate que la zone de préservation des grands ensembles paysagers (GEP) « Müllerthal » empiètent sur des zones désignées constructibles en vertu de la réglementation urbanistique en vigueur.

Tout d'abord le conseil communal est d'avis qu'il est impératif que le PSP ne devra en aucun cas hypothéquer les terrains se situant à l'intérieur du périmètre d'agglomération.

Le conseil communal constate que dans les grands ensembles paysagers des restrictions sont limitées à la zone verte. Cependant les termes et définitions telles que p.ex. « installations linéaires » et « plateaux exposés à la vue lointaine » ne sont pas précisément définis et permettent des décisions arbitraires. Est-ce qu'une installation linéaire consiste en une construction horizontale telle qu'une ligne aérienne ou est-ce que qu'une telle installation peut être également du type vertical telle qu'une grande antenne gsm ? Est-ce qu'une ligne aérienne fragmente le paysage plus qu'un couloir déboisé en vue de la pose d'un câble ou d'une conduite en tranchée ? Par ailleurs le conseil communal se demande si des installations éoliennes d'une entreprise ou d'une association privée seront également à considérer comme des installations linéaires verticales concourant à la détérioration du paysage respectivement des plateaux exposés ?

De plus, le conseil communal s'étonne des dérogations pour des infrastructures d'utilité publique, d'un côté on peut se poser la question en quoi une ligne aérienne privée fragmente plus ou moins le paysage qu'une ligne aérienne publique ? D'autre côté on peut se poser la question si le but de protection du paysage pourra être respecté si des installations publiques peuvent pourtant être érigées ?

Par ailleurs le conseil communal fait remarquer que la situation topographique de la localité de Larochette est particulière et que le nombre de terrains de construction sont fortement limités. C'est pourquoi le conseil communal est en train de projeter la construction d'une nouvelle école fondamentale (d'utilité publique) sur le plateau Birkelt, sur un terrain en zone verte et éventuellement à vue lointaine. Il y aurait pourtant impérativement lieu de revoir la zone à cet égard afin de ne pas hypothéquer ce projet.

Finalement le conseil communal est d'avis que le plan sectoriel paysages est inutile, ceci étant donné que seul des restrictions en zone verte sont définies et que par-là toute extension du périmètre d'agglomération ainsi que toute construction en zone verte sont en tout cas soumis à l'autorisation du Ministre compétent en la matière. A toute fin utile, l'ensemble du plan sectoriel paysages aurait dû être intégré dans la nouvelle loi concernant la protection de la nature.

4) Plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » (PSZAE)

Tout d'abord le conseil communal salue le projet d'une zone d'activités économiques régionale à Heffingen, surtout après la suppression du projet (v2014) d'une zone d'activités économiques à Angelsberg. La ZAE est importante pour l'évolution

économique de notre région, ainsi que pour le Parc naturel du Müllerthal (vocation économique).

Le conseil communal se rallie à l'avis du conseil communal de Heffingen du 10 septembre 2018 concernant les « PSZAE » quant à l'implantation exacte du projet de la zone d'activités économiques.

Il est regrettable qu'aucun délai ne soit défini pour la mise en œuvre des ZAE projetées.

Le conseil communal se rallie aux observations de l'avis du SYVICOL du 18 juillet 2018 en ce qui concerne le PSZAE.

b) Emet l'avis suivant au sujet des observations écrites des particuliers :

Plan sectoriel « paysages »

Observation de l'étude d'avocats « Elvinger Dessoy Marx », 31, rue d'Eich de L-1461 Luxembourg au nom et pour compte de la société « Creos Luxembourg S.A. ».

Le conseil communal se rallie dans son avis aux observations, telles que formulées par l'étude d'avocats « Elvinger Dessoy Marx » présentées à l'encontre du plan sectoriel « paysages » tout en invitant le DATer de bien vouloir les prendre en considération lors de l'analyse de l'avis en question.

Ensemble des 4 plans sectoriels:

Observations du « Mouvement écologique », 6, rue Vauban L-2663 Luxembourg.

Le conseil communal prend note des remarques et objections formulées dans l'avis du 9 juillet 2018 du « Mouvement écologique » tout en invitant le DATer de prendre en considération lesdites observations lors de son analyse. Cependant le conseil communal n'est nullement d'accord avec la mise en cause de l'emplacement de la zone d'activité de Heffingen et fait rappeler qu'au préalable avaient été fait des diverses études de variantes d'emplacements de zones d'activités dans la région du parc naturel Mullerthal. Différents sites ont été analysés et visités, en collaboration avec le ministère de l'environnement et du ministère de l'économie et les sites susceptibles ont été définis en étroite collaboration avec les instances compétentes en la matière.

Prise de position de « natur & ëmwelt a.s.b.l. », 5, route de Luxembourg L-1899 Kockelscheuer

Le conseil communal prend note des remarques et objections formulées dans l'avis du 11 juillet 2018 de « natur & ëmwelt a.s.b.l. » tout en invitant le DATer de prendre en considération lesdites observations lors de son analyse;

Le présent avis est transmis ensemble avec une copie des observations écrites des intéressés, telles que mentionnées au préambule de la présente délibération, à Monsieur le Ministre de du Développement durable et des Infrastructures.

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

3. Approbation: Discussion sur les aides étatiques, les délais de mise en œuvre du programme de mesure et une trop forte tutelle technique du secteur communal dans le domaine de l'assainissement des eaux usées.

Le Conseil Communal,

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et plus particulièrement ses articles 65, 66 et 71, définissant entre autres les délais et les taux des aides étatiques pour la mise en place des mesures d'assainissement des eaux usées du programme de mesure ;

Vu l'avis du SIDEN de juin 2014 relatif au rapport de la Cour des comptes du 5 février 2014 portant sur les stations d'épuration et soumis en date du 28 avril 2014 à la Chambre des Députés ;

Vu le débat sur l'eau à la Chambre des députés en date du 20 octobre 2016 à l'occasion du projet de loi n°7047 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008, déposé en date du 5 août 2016 par Madame la Ministre de l'Environnement ;

Vu l'avis du SIDEN du 19 octobre 2016 relatif au projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 et plus particulièrement aux risques liés à une surchauffe des marchés du génie civil et des équipements électromécaniques du secteur des eaux usées ;

Vu le constat de la flambée des prix des soumissions, issue d'une surcharge critique notamment du marché des travaux de génie civil en général et celle du marché de l'électromécanique en particulier ;

Vu l'exposé de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures à l'occasion de la 31^{ème} séance publique du 19 avril 2018 concernant le débat de consultation sur la mobilité, qui contredit toute accélération des mises en œuvre, telle qu'imposée par Madame la Ministre de l'Environnement ;

Vu l'avis du SIDEN du 10 juillet 2018 reprenant les causes et remèdes de la situation actuelle ;

Notant que le SIDEN a présenté très tôt la très nette majorité de ses projets d'assainissement sur son territoire pour délibération au sein de son Comité syndical et pour approbation par l'Autorité Supérieure ;

Poursuivant que les Communes ont par la suite réorienté leurs budgets dans le sens à pouvoir accomplir leur programme restant, sous condition toutefois que les engagements pris par l'Etat soient respectés et que les conditions de concession des marchés soient supportables ;

Notant ainsi la volonté déterminée des Communes membres du SIDEN d'atteindre le bon état des eaux sur le territoire du Grand-duché en général et sur l'emprise du SIDEN en particulier ;

Tenant compte de l'argument que les communes en zone rurale se voient fortement

défavorisées en raison de leurs conditions géographiques se matérialisant par un nombre élevé d'ouvrages à coûts spécifiques hors norme, des entre-distances marquantes et une topographie accidentée, provoquant des coûts d'investissement et de fonctionnement démesurés ;

Poursuivant encore que l'Etat force davantage la mise en place d'unités décentralisées de traitement qui hébergent l'inconvénient d'être gourmandes en matière d'investissement et d'entretien ;

Notant que les cours d'eau sensibles du Nord du pays nécessitent une protection supérieure, se traduisant par des critères environnementaux, dont notamment des valeurs limites de rejet des stations de traitement plus sévères que la norme, et en conséquence des coûts d'exploitation dès le début plus élevés ;

Actant que les aides étatiques actuelles ne tiennent nullement compte de ce constat ;

Précisant que le volume actuel restant à construire du programme des mesures sur l'emprise du territoire du SIDEN est actuellement chiffré à 450.000.000 € TTC, montant qui risque de doubler avec la surchauffe actuelle des marchés ;

Constatant que la modification retenue au niveau de l'article 65 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 et plus particulièrement le point d) dudit article se rapportant aux eaux usées, retient la diminution du taux maximal d'aides étatiques dans ce domaine de 90% à 50% d'un montant forfaitaire éligible, défini in fine par l'Administration de la Gestion de l'Eau ;

Actant qu'avec l'introduction de ces divers forfaits, les subsides sont particulièrement défavorables pour les petits ouvrages et donc pour les Communes rurales ;

Constatant la pratique absolument arbitraire et sans base légale d'appliquer des forfaits resp. des plafonds opaques aux diverses mesures d'assainissement ;

Tenant ainsi compte du fait que dans la pratique ce montant forfaitaire diminuera les aides étatiques prévues au projet de loi au final jusqu'à 30% de la dépense réelle ;

Concluant encore que le forfait ne suit pas les hausses actuelles du marché surchauffé et laisse les communes sur leur faim ;

Attendu que les Communes ne sauraient mettre en œuvre le programme des mesures d'assainissement sans aides financières substantielles de la part de l'Etat ;

Documentant que la loi modifiée du 19 décembre 2008 retient en sus en son article 71 (5) de diminuer les aides étatiques des projets déjà engagés ou introduits et restant à engager à raison de 90%, 75% resp. 65 % globalement à 50%, si les projets afférents ne sont pas mis en adjudication endéans les 24 mois depuis sa mise en vigueur, soit donc au plus tard en août 2019 ;

Concluant que la disposition de l'article 71 (5) était à telle point imprudente qu'elle est finalement devenue contre-productive pour le secteur de l'assainissement en particulier et le secteur de la construction en général ;

Considérant également que le dépassement régulièrement constaté sur les appels d'offres se situe au minimum à 50% de la valeur réelle du marché ;

Actant que nombreuses soumissions du domaine des équipements électromécaniques n'ont pas donné de résultat, faute d'offres ;

Actant qu'en dehors du contexte des aides étatiques, l'adjudication de marchés sous de telles conditions financières constitue un réel gaspillage du denier public ;

Notant que le découvert ainsi généré devra être intégralement compensé, au vu du plafonnage des aides, via le budget extraordinaire des Communes ;

Poursuivant encore que les attributions à prix élevé se répercuteront via l'amortissement sur le prix de l'eau, déjà outrancièrement élevé en région rurale ;

Précisant que cette situation conduira, sans intervention urgente de l'Etat, incontestablement au frein sinon à l'arrêt complet des mesures à réaliser dans le domaine des eaux usées sinon à la faillite des Communes ;

Concluant qu'il y a péril en la demeure, du fait que les Communes sont actuellement lésées dans tous les cas de figure, à savoir lors de l'inactivité (perte des aides étatiques temporairement limitées), soit lors de l'activité (adjudication à prix démesurés) ;

Considérant les statuts du SIDEN ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

à l'unanimité des membres présents

décide :

1. de déclarer la situation actuelle des délais imposés et des aides étatiques octroyées incompatibles avec une gestion financière saine et supportable pour les finances communales ;
2. de demander à Madame la Ministre de l'Environnement d'engager la procédure de modification des délais de l'article 71 5), telle que préconisée dans l'avis du SIDEN du 19 octobre 2016 et reconsidérée dans l'avis du 10 juillet 2018 ;
3. de demander à Madame la Ministre de l'Environnement d'ordonner dans l'immédiat l'abolition de l'application du montant forfaitaire et du plafonnage des aides étatiques dans le domaine au bénéfice d'une aide calculée sur base du taux de subside et du décompte final ;
4. de demander à Madame la Ministre de l'Environnement d'augmenter substantiellement les aides étatiques pour les ouvrages à faible taille ;
5. de déclarer injustifiées et formellement contestées la mise en œuvre dogmatique et forfaitaire de stations d'épurations décentralisées alors que des alternatives techniques à moindre coûts et à meilleur rendement existent ;
6. de déclarer la tutelle technique du secteur communal contreproductive et non adaptée au vu de la forte spécialisation des syndicats intercommunaux ;

7. de demander à Monsieur le Ministre du Développement Durable et aux Infrastructures d'adapter les procédures de mise en soumission du secteur des eaux usées conformément à la demande de l'ALUSEAU du 1^{er} décembre 2017 afin d'alléger les procédures ;
8. de notifier une copie de la présente au Bureau du SYVICOL et au Bureau du SIDEN.

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

4. Règlement d'urgence de la circulation / rue de Mersch.

Le Conseil communal

Vu le règlement communal modifié de la circulation du 7 janvier 1988 ;

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Considérant qu'il y'a urgence en la matière étant donné que lors de la dernière réunion de chantier du 29 août le planning a été validé et confirmé;

Vu le règlement d'urgence pris par le CBE en date du 29 août 2018 concernant l'objet sous rubrique ci-dessus ;

Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Vu que le CBE a prévu en décidé en date du 29 août que le conseil communal en délibérera lors de la prochaine séance publique fixée en date du 14 septembre 2018 ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Attendu qu'en raison de travaux de renouvellement et de renforcement des réseaux par les entreprises Post technologies, Creos Luxembourg S.A, Eltrona Interdiffusion S.A. et LuxConnect S.A. dans la rue de Mersch (CR 118) à Larochette, il y a lieu d'y prendre certaines mesures concernant la réglementation de la circulation dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la route et des passants ;

à l'unanimité décide de modifier temporairement le règlement de circulation

de la commune de Larochette comme suit :

Art.1er.- A partir du 17 septembre 2018 jusqu'au 21 décembre 2018, respectivement jusqu'à la fin des travaux de renouvellement et de renforcement des réseaux par les entreprises, Post technologies, Creos Luxembourg S.A., Eltrona Interdiffusion S.A. et LuxConnect S.A. dans la rue de Mersch à Larochette (CR 118), **la route sera barrée (C2,A) dans les 2 sens depuis la maison N°2 de la Rue de Mersch jusqu'à la maison N° 49 de cette même rue.** Exception faite pour les

riverains et pour les besoins du Service de secours. **Le chantier est à contourner conformément aux signaux mis en place.**

Art.2.- Les infractions aux dispositions du présent règlement sont punies conformément à l'art.7 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

5. Affaires de personnel (huis clos).

Surveillance des enfants dans le bus scolaire/Fixation d'une indemnité.

Le conseil communal,

Vu une demande de Mme Sandra Ackels, éducatrice diplômée dans l'enseignement précoce, au service du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour l'indemnisation d'heures supplémentaires prestées dans l'intérêt de l'administration communale de Larochette ;

Considérant que Madame Ackels est chargée de la surveillance des élèves dans l'autobus effectuant les transports scolaires domicile vers l'école et vice-versa ;

Considérant que de ce fait, elle a presté un certain nombre d'heures supplémentaires non rémunérées pendant l'année scolaire 2017/2018 ;

Vu le décompte des heures en question présenté par Mme Ackels,

Vu l'avis favorable de la directrice du ressort, Mme Romaine THEISEN, en date du 19.07.2018 ;

Considérant qu'un crédit figure à l'art.3/910/642300/99001 du budget ;

à l'unanimité des membres présents

accorde à Mme Sandra Ackels, éducatrice diplômée au cycle 1 (éducation précoce) une indemnité de 29,65€ par heure, au nombre indice 794.54, basée sur sa rémunération actuelle, par heure supplémentaire prestée du chef de l'accompagnement des élèves lors des transports scolaires ordinaires (domicile vers l'école et vice-versa) à charge de l'art.3/910/642300/99001 du budget de 2018.

Ainsi décidé en séance date qu'en tête

6. Titres de recette.

Le Conseil Communal,

Le(s) titre(s) de recette 2018 sont approuvés à **l'unanimité des membres présents**.

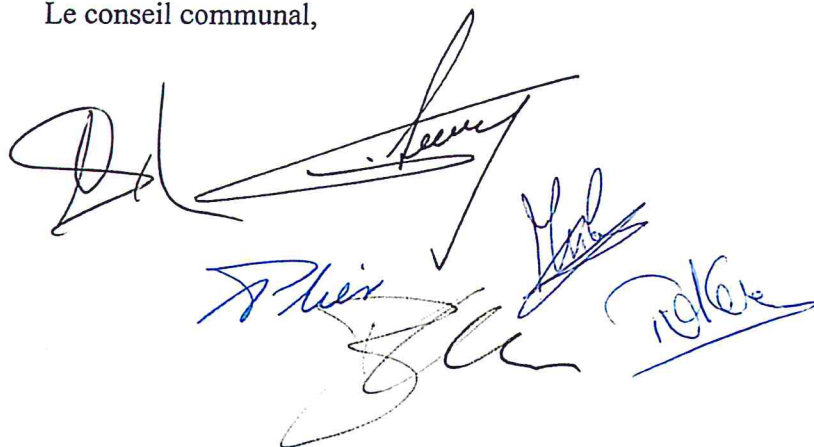
Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

7. Questions au collège des bourgmestre et échevins.

- Madame Silva informe les conseillers communaux qu'en date du 8 août 2018 l'Administration communale a reçu un accusé de réception relatif au courrier envoyé en date du 12 juillet au Ministre du Développement durable et des Infrastructures concernant les nuisances et problèmes de sécurité dus au trafic excessif sur le CR118 Larochette « rue de Mersch » - Angelsberg.
- Question posée par Monsieur Ewen Paul: **Le PAG de la commune de Larochette en est où? Réponse:** Madame Silva a expliqué aux conseillers que l'administration communale de Larochette est en attente de 2 réponses de la part du Ministère de l'Environnement. Il s'agit des sites: Meysembourg et de la Carrière à Ernzen. La nouvelle date butoir que le Ministère de l'Intérieur a fixé aux Administrations communales pour terminer le PAG est : **novembre 2019.**
- Question posée par Monsieur Ewen Paul: **Que s'est-il passé mi-août à l'étang de Meysembourg ? Qu'en est-il de la stabilité de la digue de l'étang ? Réponse :** L'été a été très chaud avec des pics de températures se rapprochant pendant une longue durée des 40 degrés. Des signes de déséquilibre de l'eau de l'étang se sont manifestés, comme le manque d'oxygène, les mauvaises odeurs, la prolifération d'algues, la vase avec le résultat: la mortalité des poissons. L'étang de Meysembourg sera prochainement remis en état et en même temps la stabilité de la digue sera contrôlée par un bureau d'architecte agréé en la matière.
- Faisant suite à la visite des conseillers communaux des infrastructures communales en juillet dernier, Monsieur Ewen Paul pose la question suivante à Madame Silva: **Est-ce que le CBE pourrait envisager d'instaurer une charte de l'espace public ?** (Exemple: mieux réglementer les espaces de terrasses, les matériaux utilisés, les lampadaires, les poubelles, les bancs etc...). Madame Silva a répondu à Monsieur Ewen que la « Commission des Bâtisses » pourrait éventuellement élaborer un tel projet et ensuite le soumettre pour avis au collège des bourgmestre et échevins.

- Monsieur Ewen a posé la question suivante: **Le collège échevinal pourrait-il prévoir dans les prochains budgets de rénover les croix et monuments historiques dans la commune de Larochette ainsi que l'autel dans la chapelle St. Roch ?** **Réponse de Madame Silva:** Ce point ne sera certainement pas négligé et à partir de l'année budgétaire 2019, des fonds seront alloués dans la mesure du possible aux articles budgétaires concernés en vue de la mise en œuvre ces travaux de rénovation. La rénovation s'étalera sur plusieurs exercices budgétaires.

Le conseil communal,

The image shows several handwritten signatures in blue ink. The signatures are stylized and appear to be of various council members. One signature is particularly large and prominent, while others are smaller and more compact. The ink is a consistent blue color throughout.
